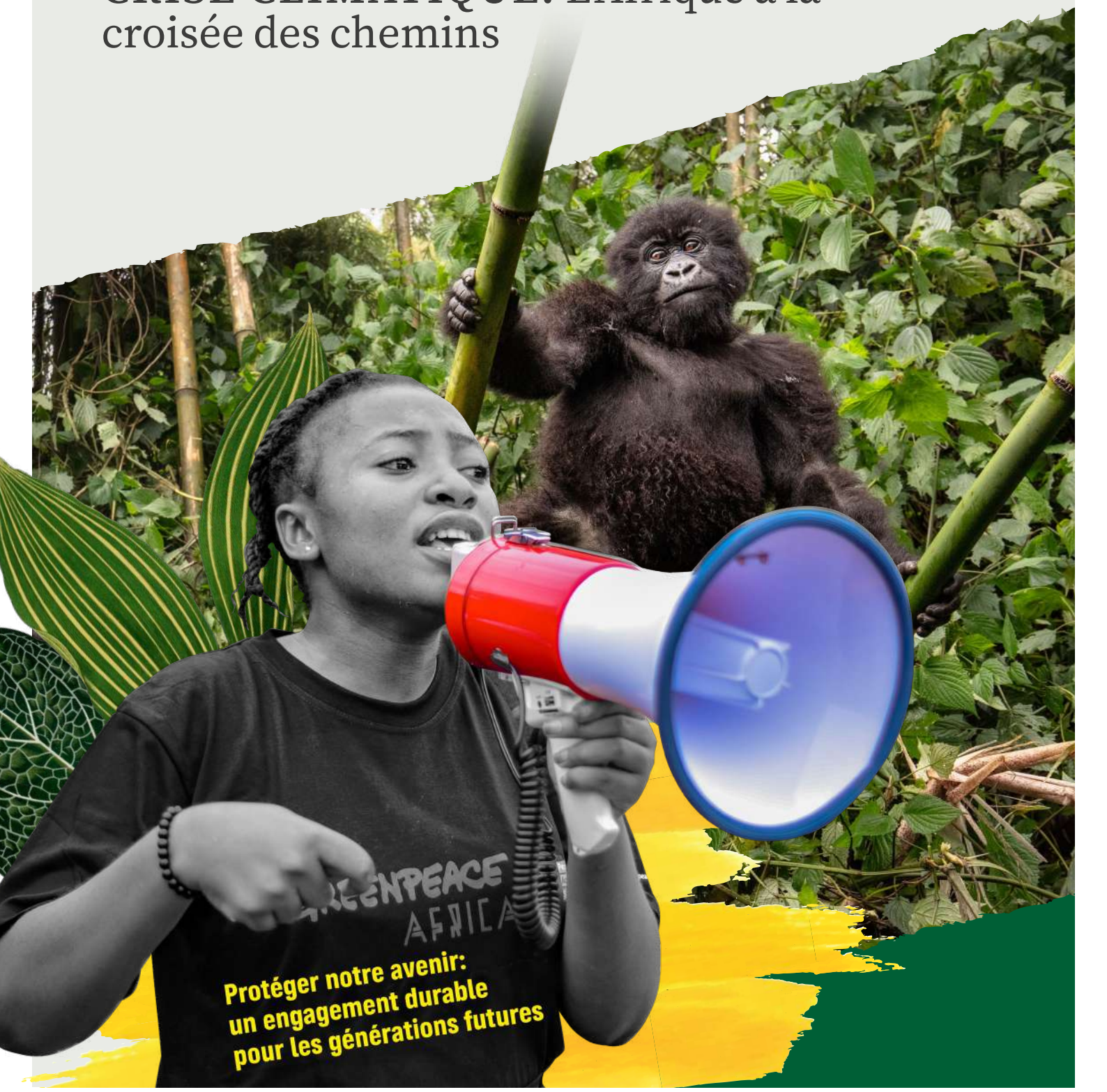
GREENPEACE AFRICA

People Action Solutions

Rapport Annuel 2024

CRISE CLIMATIQUE: L'Afrique à la croisée des chemins



Contents

Glossaire 1
Mot du Conseil d'Administration 3
Mot du Directeur Exécutif 4
Vision et mission de Greenpeace Afrique 5
Résumé 6
Plaidoyer politique 8
Protection de la nature et de la planète 10
Responsabilité en matière de pertes et dommages liés au climat 11
Création de mouvements pour l'action de masse 12
Témoignages 14
Inondations, pertes et action : Répondre à la crise climatique au Kenya 15
Nos plus sincères remerciements à nos bénévoles, alliés et donateurs 16
Empreinte géographique 17

Glossary

AALCO	Organisation consultative juridique afro-asiatique
ACD	Action pour le développement communautaire
BBNJ	Accord sur la biodiversité des zones situées au-delà des juridictions nationales
CAF	Confédération africaine de football
COP	Conférence des Parties
COP de la CDB	Conférence sur la biodiversité
OSC	Organisation de la société civile
RDC	République Démocratique du Congo
DSI	Informations Numériques sur les Séquences
GPAf	Greenpeace Afrique
GPI	Greenpeace International
CNI	Comité intergouvernemental de négociation
MBOSCUDA	Association pour le développement social et culturel des Mbororo
AMLE	Accords environnementaux multilatéraux
NCQG	Nouveaux objectifs quantifiés collectifs
CDN	Contributions déterminées au niveau national
OAF	Les Océans, c'est la vie
REFA	Énergie renouvelable pour l'Afrique
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre
SDSP	Arrêtez de forer, commencez à payer
SLAPP	Poursuite stratégique contre la mobilisation publique
UNO	Nations Unies
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
UNEA	Assemblée des Nations Unies pour l'environnement

Mot du Président du Conseil d’Administration

2024 a mis en lumière l’évolution du paysage socio-économique et politique de l’Afrique. Les troubles civils au Kenya, la poursuite du conflit armé en RDC, plusieurs élections et changements de régime, ainsi que les répercussions des guerres au Soudan, en Palestine et en Ukraine ont irrévocablement façonné la trajectoire du continent.

Dans ce contexte d’incertitude, Greenpeace Afrique (GPAf) s’est imposée comme une plateforme panafricaine résiliente, fer de lance du leadership de l’Afrique en matière de développement durable. En dépit des défis rencontrés en 2023, GPAf a su se réinventer pour devenir une organisation plus puissante et influente en 2024. Grâce à un leadership exceptionnel et une supervision stratégique sans faille, nous avons consolidé notre reconnaissance à l’échelle internationale en établissant des liens solides avec les décideurs clés et en amplifiant notre voix dans les débats cruciaux.

L’année dernière, notre équipe a mené des actions de plaidoyer, d’activisme et d’autonomisation percutantes pour défendre l ‘agenda climatique. Nous avons également pris l’initiative de pénétrer l’espace politique et avons rencontré des décideurs clés pour remettre en question les perceptions et faire part de nos préoccupations. En outre, de grands progrès ont été réalisés dans le domaine de la collecte de fonds, et nous nous engageons pleinement à adopter les derniers systèmes de communication numérique pour reprendre nos activités.

Au centre de ces réalisations remarquables, se trouvent le renforcement d’une culture orientée vers la performance, et un conseil d’administration qui continue de favoriser un environnement stimulant et revigorant. Nous sommes , après tout, un collectif d’activistes, d’acteurs programmatiques, de militants audacieux, de sensibilisateurs et de bâtisseurs de mouvements, animés par l’audace, l’ingéniosité, le défi et l’innovation.

Au cœur de tout ce que nous faisons, il y a les êtres humains: les producteurs de semences au Kenya, les pêcheurs au Sénégal, les Masaïs en Tanzanie, les vendeurs de vêtements d’occasion au Ghana, les personnes souffrant de maladies liées à la pollution en Afrique du Sud, les forestiers de subsistance en RDC, les membres déplacés des zones de conservation forestière en Namibie et au Botswana, les communautés locales économiquement asphyxiées au Cameroun, et tous les Africains dont les moyens de subsistance sont menacés. Ces êtres humains sont notre groupe d’intérêt et nous nous battrons farouchement pour protéger leurs droits en 2025 et au-delà, même si le monde continue de détourner le regard. Nos donateurs sont, eux aussi des personnes guidées par leur conscience, qui ont choisi de contribuer activement. Nous leur sommes incroyablement reconnaissants - à ces êtres humains sincères et ordinaires, qui ont choisi d’investir dans leur avenir et celui de leurs enfants.

Enfin, le conseil d’administration adresse ses sincères remerciements au personnel passionné, déterminé et dynamique de GPAf, dont l’engagement a insufflé l’énergie positive qui anime l’organisation et se fait ressentir à travers le continent. Grâce à la directrice exécutive et à son équipe de direction, l’organisation a retrouvé son cap et avance désormais avec urgence et détermination dans la bonne direction.

En conclusion, si l’on me demandait quel héritage ce conseil d’administration aimerait laisser derrière lui, ma réponse serait double:

1. Tout d’abord, que Greenpeace Afrique devienne un nom familier à travers tout le continent, connu d’un écolier au Sénégal comme d’une grand-mère au Kenya, qui sauraient ce que nous faisons et pourquoi cela compte.
2. Ensuite, que chaque jour, chaque année, GPAf réalise des progrès concrets et prenne des décisions stratégiques et réfléchies qui permettront à notre organisation de s’autofinancer pleinement dans les années à venir.

Avec le conseil d’administration et les membres votants, je vous invite à vous plonger dans le rapport annuel 2024 du GPAf.

Puissiez-vous non seulement être interpellés par le statu quo, mais également inspirés par ce que nous faisons et incités à devenir partenaires afin d’apporter votre contribution.

Avec le conseil

Edmore Nyanhongo
Président du Conseil d’Administration de Greenpeace Afrique

Mot de la Directrice Exécutive

Le bilan de l'année écoulée prouve que notre lutte collective pour la justice environnementale n'a jamais été aussi urgente. Dans toute l'Afrique, les communautés continuent de subir les conséquences de la crise climatique, de la déforestation, de la perte de biodiversité et de l'exploitation effrénée des ressources naturelles de l'Afrique. Pourtant, face à ces défis, notre résilience, notre détermination et notre engagement en faveur d'un avenir juste et vert n'ont jamais faibli.

En 2024, GPAf s'est tenue aux côtés des communautés, des activistes et des défenseurs de première ligne pour s'opposer aux industries destructrices, lutter contre le modèle néocolonial actuel de développement et d'extraction des ressources, plaider pour des politiques climatiques plus fortes et centrées sur l'homme, et défendre des solutions justes et durables. Nous avons agi contre l'exploitation forestière illégale dans le bassin du Congo, nous sommes opposés aux projets d'expansion des combustibles fossiles et avons travaillé sans relâche pour protéger les océans d'Afrique de la pollution et de la surpêche industrielle.

Nos victoires sont le reflet du pouvoir des peuples et de la force du collectif. Elles témoignent de notre capacité à impulser des changements concrets, que ce soit par des mobilisations populaires ou des actions juridiques courageuses. Sur le plan politique, notre présence active à des rendez-vous clés tels que la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE), l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), la 29e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29), ainsi que notre collaboration stratégique avec la Commission de l'Union africaine, ont renforcé notre plaidoyer pour la justice environnementale et sociale.

Ces avancées ont été possibles grâce à l'engagement sans faille de nos sympathisants, bénévoles et partenaires, qui croient profondément en notre mission et marchent résolument à nos côtés."

Avec le soutien indéfectible du conseil d'administration, l'équipe a mené plusieurs activités avec intégrité, excellence, expertise et dévouement pour faire avancer nos campagnes nationales, régionales et internationales.

Ce rapport annuel 2024 présnte les principales réalisations du GPAf en matière de plaidoyer/campagne, d'activisme et d'efforts politiques et souligne les progrès de l'organisation vers la conduite et l'orientation réussies de ce mouvement.

Quant à l'avenir, il reste jalonné d'obstacles de taille. L'urgence climatique ne nous laisse aucun répit : elle exige une mobilisation immédiate, radicale et courageuse. Et nous ne faiblirons pas tant que nous n'aurons pas conquis un avenir où les peuples africains et leur environnement vivront en équilibre, dignité et prospérité. Ensemble, nous continuerons à dénoncer l'injustice, à demander des comptes aux gouvernements et aux multinationales, et à renforcer le pouvoir des communautés pour qu'elles mènent, en première ligne, la lutte pour une transition écologique juste et équitable.

Merci de faire partie de ce mouvement. Notre travail est loin d'être terminé et, avec votre soutien, nous continuerons à nous élever, à résister et à reconquérir notre planète.

Dr. Oulie Keita, PhD
Directrice Exécutive de Greenpeace Afrique

Vision & Mission

Vision
Une Afrique où les populations vivent en harmonie avec la nature dans un état pacifique, écologiquement et socialement juste. Greenpeace a toujours été plus qu'une organisation. Nous avons été et sommes aujourd'hui un mouvement - un mouvement diversifié, multinational et multiculturel d'individus ordinaires déterminés à provoquer les changements extraordinaires nécessaires à la réalisation d'un avenir plus vert et plus pacifique.

Mission
Greenpeace Afrique utilise la confrontation non violente et créative pour dénoncer les injustices environnementales et promouvoir des solutions durables.

A propos de Greenpeace Afrique

Greenpeace Afrique (GPAf) est un mouvement en pleine expansion, composé de personnes qui utilisent la confrontation non violente et créative pour dénoncer l'injustice environnementale **et plaider en faveur d'une Afrique où les populations vivent en harmonie avec la nature.**

Valeurs

Ubuntu
"Je suis parce que nous sommes". Greenpeace Afrique s'efforce d'agir et de faire partie intégrante des populations et de leurs luttes.

Courage
Nous sommes courageux et confiants pour prendre des risques et défier le pouvoir. Nous reconnaissons que le courage se présente sous de nombreuses formes, parfois en prenant les devants, parfois en se retirant pour créer un espace de changement.

Intégrité
Nous nous efforçons d'exercer une morale saine, solide et bien fondée qui donne l'exemple. Face à l'animosité, nous nous en tenons à nos valeurs et à nos principes, nous veillons à maintenir notre honnêteté et à rester fidèles à ce que nous sommes.

Vivre en harmonie avec la nature
En prenant à la nature, nous devons lui rendre et la reconstituer.

Diversité
L'Afrique est diversifiée, et nous acceptons cette diversité comme étant la nôtre. Dans notre milieu de travail et en partenariat, dans nos campagnes et nos messages, nous représentons plus d'un groupe et incluons des voix diverses.

Liberté et transparence
Nous sommes clairs et transparents. Nous avons la liberté et le pouvoir d'agir, de parler ou de penser sans contraintes imposées de l'extérieur.

Justice
L'équité dans la protection des droits et la sanction des torts.

Résumé

Ce rapport met en lumière les progrès et les réalisations remarquables qui peuvent être accomplis lorsque des communautés de tous âges et de tous horizons s'unissent, mobilisent les technologies et investissent les espaces civiques pour revendiquer justice, dignité et prospérité pour tous.

L'Afrique se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins, confrontée à une polycrise sans précédent: changement climatique, flambée du coût de la vie, recul démocratique, et rétrécissement inquiétant de l'espace civique, qui entrave la pleine contribution de la société civile au développement des nations. En 2024, des événements climatiques extrêmes ont frappé durement de nombreux pays africains. Le Kenya, le Mali, le Nigeria, le Soudan, le Soudan du Sud et plusieurs pays d'Afrique australe ont été dévastés par des inondations sans précédent, qui ont engendré des milliards de dollars en pertes économiques. Bien que contribue pour une part infime aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, ses peuples en subissent de manière disproportionnée les conséquences. Parallèlement à la crise climatique, l'année a été marquée par des événements politiques majeurs. Au Sénégal, une transition pacifique du pouvoir s'est opérée entre le président sortant et l'opposition, menée par le plus jeune candidat à la présidentielle du pays. Dans le même temps, des régimes militaires ont été instaurés au Burkina Faso, au Tchad, au Gabon, en Guinée et au Mali. Ainsi, c'est dans un contexte opérationnel complexe et imprévisible que GPAf a collaboré étroitement avec les communautés, les partenaires et les gouvernements pour faire progresser la justice climatique et socio-économique sur le continent.

A travers nos campagnes, notre plaidoyer et notre engagement communautaire et politique, nous avons contribué à la révision et à l'élaboration de politiques en faveur du développement durable et de la prospérité sur l'ensemble du continent.

Un exemple emblématique de changement politique positif est la publication, pour la toute première fois, par le nouveau gouvernement sénégalais, de la liste des navires autorisés à opérer dans ses eaux. Sous la pression croissante des communautés et des organisations de la société civile, l'Union européenne n'a pas renouvelé son accord de pêche avec le Sénégal, mettant fin à un partenariat qui a longtemps porté préjudice aux communautés de pêche artisanale du pays. De même, nous avons exercé, avec nos alliés, une pression déterminante sur le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC), qui a entraîné l'annulation de la mise aux enchères de blocs pétroliers, qui aurait constitué une grave menace pour la biodiversité du pays. Dans le cadre de notre campagne pour la souveraineté alimentaire, GPAf s'est associée aux petits producteurs pour défendre leur droit à exercer une plus grande maîtrise sur les systèmes alimentaires et promouvoir des pratiques agricoles durables et ancrées dans les traditions.

Notre investigation sur l'agriculture industrielle et nos actions en justice jettent les bases de la résistance contre une influence excessive des multinationales qui sapent les systèmes alimentaires conventionnels de l'Afrique. Dans le cadre de notre campagne contre la pollution plastique, nous avons uni nos forces à celles de partenaires engagés pour construire un avenir sans déchets et sans plastique. Aux côtés des récupérateurs de déchets et des acteurs du secteur textile, nous avons poursuivi notre plaidoyer en faveur d'une réduction de 75 % de la production de plastique d'ici 2040.

L'année a également été marquée par une action de sensibilisation majeure autour de la crise des déchets textiles au Ghana. Cette initiative a permis d'attirer l'attention sur les conséquences environnementales de l'importation massive de textiles usagés. À ce titre, nous avons formulé des recommandations clés, notamment l'interdiction des importations de "déchets morts", le renforcement du tissu industriel local et la mise en œuvre effective de la responsabilité élargie des producteurs (REP).

Notre travail avec Les Peuples Autochtones et Les Communautés Locales (PAs/CLs) vise à renforcer leur capacité à faire entendre leurs voix et à participer activement aux processus décisionnels relatifs à la gestion de leurs territoires, à l'allocation des ressources et à la gouvernance des zones protégées. Dans cette optique, la reconnaissance et la promotion des droits des peuples autochtones constituent un levier essentiel pour la préservation de la biodiversité et la sécurisation des droits fonciers communautaires.

Dans le but de constituer un mouvement citoyen inclusif et influent, GPAf a lancé les Mouvements pour la Justice Climatique (CJM) au Cameroun, au Ghana et en RDC. Cette initiative vise à fédérer un plus grand nombre de partenaires afin de constituer une force collective capable d'amplifier la pression en faveur de transformations systémiques, de réformes ou d'adoptions de politiques publiques, d'une meilleure allocation des ressources, de réformes foncières adaptées et d'un engagement politique accru pour la biodiversité et l'action climatique à l'échelle du continent..

Par ailleurs, notre action auprès des jeunes s'est renforcée avec la mise en place d'une stratégie intégrée dédiée à la mobilisation de la jeunesse et des bénévoles. Cette dynamique a permis d'élargir notre base de jeunes volontaires, consolidant ainsi une masse critique d'acteurs engagés en faveur de la justice climatique et de la protection de la biodiversité en Afrique.

Faits Marquants en 2024

- **La première conférence régionale des Organisations de la Société Civile (OSC) du Bassin du Congo s'est tenue du 29 au 31 juillet 2024 à Yaoundé, au Cameroun.**
- **La décision tant attendue du gouvernement de la RDC d'annuler le processus d'attribution de 30 blocs pétroliers et gaziers.**
- **Participation à trois Conférences des Parties (COP) et six conférences internationales pour faire avancer les réformes politiques en faveur de la justice climatique et de la biodiversité.**
- **Une double victoire pour les océans africains : L'accord de pêche entre le Sénégal et l'UE a officiellement pris fin et la liste des navires de pêche autorisés est accessible au public.**
- **Publication de notre rapport phare, #Fast Fashion, Slow Poison: The Toxic Textile Crisis in Ghana (une investigation sur la crise des déchets textiles au Ghana).**

Plaidoyer politique

Façonner les politiques et la législation à travers l'Afrique est essentiel pour améliorer la gouvernace environnementale, les conditions socio-économiques, promouvoir la justice climatique et s'ériger en bouclier contre les pratiques néocolonialistes, en particulier dans les secteurs du pétrole et de l'énergie.

2 Nombre de politiques/pratiques révisées/modifiées

10 Nombre de participation aux processus d'élaboration/ révision de politiques

16 Nombre d'articles d'opinion/réactions publiés pour soutenir les demandes des campagnes

7 Nombre de communautés locales partenaires régulières de GPAf pour l'atteinte des objectifs en matière de biodiversité

10 Nombre de contentieux engagés contre de grandes compagnies pétrolières

10 Nombre de gouvernements africains directement interpellés à travers les actions de la campagne

Faits marquants des initiatives de plaidoyer politique en 2024

- Nous avons participé à la COP16 sur la biodiversité et à la COP29 sur le climat pour plaider en faveur d'actions politiques concrètes et de partenariats stratégiques liant protection de la biodiversité, justice climatique et développement socio-économique, en particulier dans le Bassin du Congo. **Ces efforts ont contribué à l'engagement de mobiliser 20 milliards de dollars par an d'ici 2025, et 30 milliards d'ici 2030**, une avancée majeure pour les pays du Sud, qui ont besoin de financements solides pour garantir la conservation à long terme.

Voir : Amos Wemanya discute de la COP29 et du financement du climat sur DayBreak, Kenya

Voir : Fred Njehu évoque l'avenir du financement climatique lors de la COP29 sur Citizen TV Kenya

- **Nous avons pris part aux dialogues politiques lors de la SBI 60 à Bonn**, armés d'un plaidoyer pour des solutions de financement climatique centrées sur l'Afrique. À travers des rencontres bilatérales, nous avons contribué à l'unification de la position du continent face à l'urgence des besoins en financement.
- Nous avons également participé aux échanges avec les gouvernements autour des négociations politiques, des processus de ratification et des actions de plaidoyer, afin de favoriser des avancées concrètes en matière de conservation de la biodiversité. Ces efforts ont renforcé la stratégie politique de Greenpeace Afrique ainsi que nos travaux de recherche sur les **questions foncières, la propriété et les réformes.**
- **Nous avons organisé la toute première Conférence Régionale du Bassin du Congo**, qui a réuni 125 participants issus de la société civile et des populations autochtones et communautés locales (PA/CL), pour aborder les menaces croissantes qui pèsent sur les forêts, la biodiversité et les droits des communautés dans l'ensemble de la région.
- Nous avons dénoncé le programme d'acquisition de réacteurs nucléaires en Afrique du Sud et participé au Sommet sur la transition énergétique au Kenya, **en appelant à la mise en place d'une taxe** sur les préjudices climatiques afin de tenir les grands acteurs du secteur énergétique responsables de leurs activités.
- **Nous avons réuni 44 membres du Groupe africain de négociateurs** pour échanger sur le financement du Traité sur les plastiques de Bangkok et ses impacts socio-économiques.
- **Nous avons mobilisé plus de 50 000 personnes grâce à des actions de communication digitale** autour d'enjeux clés tels que l'exploitation de la mine de charbon de Corobrik, la protection des forêts de la RDC et des peuples autochtones, tout en accentuant la pression sur TotalEnergies.
- **Nous avons pris part à des rencontres politiques clés pour alerter sur les dangers des investissements accrus dans les énergies fossiles en Afrique**, et avons fermement milité pour l'instauration d'une taxe sur les préjudices climatiques et un financement équitable pour les communautés marginalisées.
- **Nous avons collaboré avec le ministère sénégalais de l'Environnement dans les travaux d'amélioration de la charte sur la pêche durable,** et avons veillé à à ce que les communautés de pêcheurs soient impliquées dans le processus grâce au débat médiatique que nous avons suscité.
- En partenariat avec les communautés en République Démocratique du Congo, **nous avons dénoncé la vente non-imformee des blocs pétroliers, l'exploitation forestière iet les concessions agro-industrielles illegales.** En outre, nous avons financé des projets de suivi des impacts de la conservation sur les forêts et la biodiversité.
- Nous avons intensifié la mobilisation locale contre les blocs pétroliers en RDC, **ce qui a conduit à la rétractation de PERENCO du processus d'appel d'offres.**
- Nous avons mené une campagne aux côtés d'activistes environnementaux et de citoyens **engagés pour protéger la deuxième plus grande forêt tropicale du monde située en RDC.**
- Nous avons intensifié la pression sur le gouvernement camerounais **afin que les peuples autochtones soient associés dans la prise de décisions relatives à l'allocation des ressources et la mise en place de mécanismes de consultation locaux.**
- Nous nous sommes alliés aux principales organisations anti-pétrole pour protester contre l'Africa Energy Week à Johannesburg, **et dénoncer le système de corruption** qui prévaut entre les dirigeants africains et l'industrie des combustibles fossiles.
- Nous avons lancé une pétition contre **l'expulsion forcée par le gouvernement tanzanien des Maasai** dans le district de Ngorongoro.
- Grâce à sa charte pour une pêche responsable, la Coalition pour des Pratiques de Pêche Durables, initiée par Greenpeace Afrique, **a convaincu onze des dix-neuf candidats à l'élection présidentielle sénégalaise de s'engager à faire de la durabilité de la pêche une priorité**.

Protection de la nature et de la planète

L'Afrique est sous pression. Le dérèglement climatique, les ambitions des industries pétrolières et gazières, l'exploitation illégale des forêts et l'accaparement des terres menacent directement les écosystèmes vitaux du continent. Le bassin du Congo, deuxième poumon vert de la planète, pourrait basculer dans une déforestation irréversible si les approches de conservation portées par les communautés ne sont pas renforcées de toute urgence.

92 Nombre d'organisations de la société civile ayant participé aux initiatives pour la biodiversité aux côtés de GPA

En 2024, GPAf a intensifié son engagement sur le terrain. À travers le continent, nous avons uni forces citoyennes, gouvernements et secteurs clés pour défendre l'environnement, exiger la justice sociale et faire avancer des alternatives réellement durables.

Temps forts des initiatives pour la protection de la nature et de la planète en 2024

- À l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, nous avons organisé une marche au Cameroun aux côtés du Mouvement pour la Justice Climatique (MJC) et du Ministère de l'Environnement, **rassemblant plus de 700 participants pour sensibiliser et interpeller le gouvernement sur la nécessité de réformes ambitieuses en matière de climat et de politique foncière.**
- **Nous avons élaboré au Sénégal une charte pour la transparence dans le secteur de la pêche,** signée par plusieurs candidats à la présidentielle. Celle-ci les engageait à des mesures concrètes, comme la publication de la liste des navires autorisés dans les zones économiques exclusives (ZEE) du pays afin d'identifier les bateaux non conformes. L'un des résultats majeurs fut la décision du nouveau Président, Bassirou Diomaye Faye, de lancer un audit des navires battant pavillon sénégalais.

Lire: Dr. Aliou Ba s'exprime sur la pêche illégale au Sénégal dans un entretien accordé à BBC Afrique

- Nous avons contribué à une avancée majeure au Sénégal : le 28 novembre, le gouvernement a mis fin à l'accord de pêche avec l'Union européenne, aboutissement de plusieurs années de plaidoyer avec nos partenaires locaux. **Cette décision marque un tournant en faveur de la protection des ressources halieutiques, de l'autonomisation des communautés locales et du développement de pratiques de pêche responsables.**
- **Nous avons participé à des initiatives de nettoyage des plages et de reforestation de mangroves au Sénégal, en Afrique du Sud et au Kenya**, mobilisant 250 participants locaux pour préserver la vie marine, améliorer la qualité de l'eau et sensibiliser à la pêche durable, tout en dénonçant l'implantation d'usines de farine et d'huile de poisson.

Enfin, nous avons formellement interpellé les autorités sur la question de la délivrance des permis, le suivi des activités et l'application des lois, en soulignant comment l'impunité et l'exclusion des citoyens permettent aux entreprises minières de commettre des abus.

- Nous avons animé un Twitter Space sur le thème "Les systèmes semenciers paysans sont-ils essentiels à la biodiversité en Afrique ?", afin de sensibiliser aux lois semencières restrictives et plaider pour des réformes soutenant l'échange et la commercialisation des semences locales et autochtones.

Voir: Elizabeth Atieno parle de l'acidité des sols et des méthodes d'agriculture durable au Kenya sur Africa News

- **Nous avons participé à une marche pour un avenir sans plastique**, aux côtés du ministre canadien de l'Environnement, Steven Guilbeault, venu apporter son soutien.
- Nous avons animé un atelier avec 67 récupérateurs de déchets, appelant à une réduction de 75 % de la production de plastique d'ici 2040. Les participants ont plébiscité l'idée de remplacer les plastiques à usage unique par des systèmes de réutilisation, tout en **soulignant les opportunités d'emplois durables pour les travailleurs du recyclage.**
- **La publication de notre rapport sur la crise des déchets textiles toxiques au Ghana** a suscité un fort intérêt. Le rapport appelle à l'interdiction des importations de déchets textiles, au soutien de l'industrie locale de la mode, et à des accords contraignants aux niveaux national, régional et mondial pour assurer la responsabilité élargie des producteurs. Il encourage aussi une transition vers une économie textile circulaire et plus lente. Une campagne numérique ciblée a permis d'élargir la portée du rapport, de stimuler le dialogue à l'échelle du continent et de renforcer le plaidoyer de GPAf pour un traité mondial sur les plastiques.

Voir: Hellen Kahaso Dena aborde la question du Traité mondial sur les plastiques INC4 avec BBC Swahili
Voir: Gerance Mutwol s'exprime sur l'importance de l'INC5 et du traité sur les plastiques dirigé par l'ONU sur TRT World
Voir: Sam Quashie-Idun présente les conclusions du rapport sur les déchets textiles sur France 24

Exiger la Responsabilité face aux Pertes et Préjudices Climatiques

En 2024, les inondations au Nigeria ont causé la mort de plus de 170 personnes et déplacé plus de 200 000 autres. Certaines communautés, jamais confrontées à un tel niveau de crue auparavant, ont été durement touchées. Ce phénomène illustre l'impact grandissant du changement climatique.

12 Nombre de grands pollueurs directement interpellés et incités à adopter des pratiques respectueuses de la biodiversité et de l'environnement

Au Mali, plus de 30 personnes ont perdu la vie et plus de 47 000 ont été déplacées à la suite des inondations. Au Soudan, des crues ont provoqué la rupture d'un barrage, entraînant plus de 60 décès. Ces drames frappent des populations qui ne sont quasiment pas responsables des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Face à cette injustice, Greenpeace Afrique mène des campagnes pour exiger que les pollueurs rendent des comptes.

Nous demandons qu'ils financent les mesures de préparation et de protection nécessaires pour ces communautés vulnérables. Grâce à un plaidoyer stratégique, à des actions juridiques et à des campagnes publiques, Greenpeace Afrique renforce la pression pour obtenir des régulations plus strictes et des mécanismes efficaces. L'objectif est clair : contraindre les entreprises à assumer leurs responsabilités.

Temps forts des initiatives pour la justice climatique en 2024

- Nous avons mené des actions directes non violentes (ADNV) devant le siège d'Unilever à Durban et lors de l'Africa Energy Week au Cap pour dénoncer l'inaction climatique des grandes entreprises, **exiger une réduction immédiate de la production de plastique, et condamner la complicité des multinationales pétrolières dans l'expansion des énergies fossiles en Afrique.**
- **À la COP16 à Cali (Colombie), nous avons soutenu le lancement du Cali Fund,** qui impose aux grandes entreprises utilisant des données génétiques issues de la biodiversité mondiale de contribuer financièrement à sa protection et sa restauration.

- **Nous avons engagé des actions en justice contre des géants du secteur des énergies fossiles et de l'agro-industrie**, notamment en interjetant appel contre l'autorisation de forage de cinq puits pétroliers sur la côte ouest sud-africaine.
- Lors du forum climat de Nairobi, nous avons plaidé pour **une meilleure allocation des ressources vers un développement plus résilient face à la crise climatique au Kenya.**
- Nous avons intensifié notre plaidoyer politique auprès des gouvernements africains pour **exiger des comptes aux compagnies pétrolières internationales, et appeler à l'arrêt immédiat de toute nouvelle licence ou investissement dans ce secteur.**
- **Nous avons également présenté un rapport** sur la pollution de l'air à la commission parlementaire sud-africaine en charge des forêts, de la pêche et de l'environnement, en présence de 46 membres de la commission et d'autres ministères.
- **Enfin, nous avons renforcé nos collaborations avec l'Union africaine sur des travaux de conseil** et de recherche, et avec l'Assemblée législative d'Afrique de l'Est (ALAE) pour appuyer les campagnes régionales par des pétitions, lettres, notes de plaidoyer et rapports

> ***"Le pétrole est une ressource incompatible avec la survie de l'humanité."***
> — Antonio Guterres, Secrétaire Général des Nations unies

Mobilisation pour une Action Collective

Un seul bracelet ne peut pas tinter. Cet adage illustre notre approche chez GPAf : construire un mouvement collectif pour la justice climatique en unissant des organisations partageant les mêmes valeurs, afin d'amplifier notre impact et impulser un changement durable aux échelles nationale, régionale, continentale et mondiale.

15 Nombre de pétitions lancées

109,391 Nombre signataires des pétitions **(310 % de plus qu'en 2023)**

3 Nombre de mouvements pour la justice climatique **lancés avec 90 OSC comme membres**

Autonomisation des communautés en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale

GPAf a lancé des Mouvements pour la Justice Climatique (MJC) au Cameroun, au Ghana et en RDC, rassemblant des organisations locales et des leaders communautaires mobilisés pour la défense de l'environnement dans leurs régions. Ces mouvements ont exercé une pression croissante en faveur de réformes politiques, d'une meilleure répartition des ressources, d'un accès équitable à la terre et d'un engagement accru des pouvoirs publics.

GPAf a également animé des ateliers à travers le continent pour sensibiliser à la biodiversité, renforcer les capacités des militant·es et encourager la participation citoyenne, en misant sur la force collective des communautés face aux enjeux fonciers et environnementaux. En 2024, GPAf a ainsi collaboré avec plusieurs communautés pour promouvoir une justice écologique fondée sur l'action locale:

- Populations et communautés locales autochtones du Cameroun
- Volontaires à travers le continent africain
- Petits agriculteurs ougandais
- Communauté Maasaï de Tanzanie
- Pêcheurs sénégalais
- Acteurs du recyclage kenyans
- La jeunesse sud-africaine

Justice climatique et actions en Afrique du Sud

En 2024, à travers le Réseau pour l'Action Climatique en Afrique du Sud (SACAN), GPAf a collaboré avec Oxfam Afrique du Sud, Natural Justice, le Réseau Africain pour le Développement et la Communication des Femmes (FEMNET) et l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique (PACJA) afin de renforcer la justice climatique et accélérer l'action climatique en Afrique du Sud, tout en explorant des pistes de réformes structurelles.

Mobilisation des jeunes

En 2024, GPAf a lancé une stratégie intégrée pour mobiliser les jeunes et les volontaires en faveur de la justice climatique. Douze sessions de formation ont été organisées dans les pays du réseau Planet One, autour de l'économie circulaire, de la justice climatique, de l'entrepreneuriat durable et des compétences médiatiques. Ces formations ont permis aux participants d'acquérir des compétences clés en communication, prise de parole et création de campagnes à fort impact.

En parallèle, nous avons organisé le Climate Justice Camp à Arusha (Tanzanie), rassemblant 250 jeunes du monde entier. Ensemble, ils ont échangé sur des thèmes majeurs : transition énergétique juste, pollution plastique et égalité de genre face à la crise climatique. Ce camp a renforcé les capacités des jeunes, favorisé les connexions et nourri nos orientations stratégiques grâce à leurs idées et perspectives.

Documenter et dénoncer

Fidèles à notre engagement, nous documentons les injustices environnementales et les atteintes aux droits humains que subissent les communautés locales. À travers nos enquêtes de terrain, nos recherches et nos productions éditoriales, nous recueillons des preuves tangibles pour porter la voix des populations affectées, nourrir la mémoire collective et appuyer nos plaidoyers auprès des décideurs.

Temps forts des initiatives de recherche et d'enquête en 2024

Déchets textiles au Ghana

En 2024, GPAf a publié « Fast Fashion, Slow Poison : The Toxic Textile Crisis in Ghana», un rapport qui a révélé au grand jour les graves conséquences environnementales et sanitaires liées à l'importation hebdomadaire de plus de 15 millions de vêtements de seconde main au Ghana. Presque la moitié de ces articles sont invendables et deviennent des déchets dangereux formant des décharges informelles ou sont utilisés comme combustibles. Ils libèrent alors des toxines cancérogènes, des microplastiques et d'autres polluants textiles qui affectent la qualité de l'air, du sol et des ressources vitales en eau.

Voir: L'impact dévastateur des déchets textiles au Ghana

Voir: Conférence de presse sur le rapport "Fast Fashion, Slow Poison" sur Joy News

Exploitation forestière illégale en RDC

En collaboration avec le Réseau National des Observateurs Indépendants des Ressources Naturelles (RENOI) et le Mouvement pour la Justice Climatique en RDC, GPAf a enquêté sur l'exploitation forestière illégale, et a recueilli des informations sur les titres forestiers, les permis et le respect des accords réglementaires par les entreprises.

Contrôle des entreprises et souveraineté alimentaire en Afrique

GPAf a lancé une enquête sur la souveraineté alimentaire au Kenya, au Ghana et au Malawi, afin de mettre en lumière l'emprise croissante des multinationales sur les semences et l'industrie agroalimentaire. Cette investigation vise à nourrir la réflexion stratégique et à formuler des recommandations politiques en faveur d'une véritable souveraineté alimentaire africaine.

Abus contre les populations autochtones

GPAf a enquêté sur les abus contre les populations autochtones à Lokolama, en RDC, où 30 membres de la communauté ont été détenus et ont subi des extorsions. Après avoir confirmé les faits, GPAf a mené une campagne pour obtenir leur libération et mettre fin aux violations des droits de l'homme à l'encontre de la communauté pygmée.

Inondations, pertes et riposte

Répondre à la crise climatique au Kenya

"Les inondations ont emporté tous nos biens. Toutes mes poules et tous mes moutons ont disparu. Il ne me reste plus que les vêtements que je porte.Quand la rivière déborde, elle emporte tout sur son passage."

À la suite des inondations dévastatrices d'avril 2024 qui ont frappé plusieurs pays d'Afrique de l'Est, plus de 300 personnes ont perdu la vie et près de 300 000 autres ont été affectées. Le Kenya figure parmi les pays ayant payé le plus lourd tribut. Des pluies torrentielles ont fait déborder les rivières, provoquant des destructions massives, déplaçant des milliers de familles, détruisant des habitations et anéantissant les moyens de subsistance.

Contraintes de fuir dans l'urgence, de nombreuses familles ont tout perdu. **"Il a beaucoup plu. Soudain, l'eau a envahi nos maisons,"** témoigne un sinistré. Un autre confie : **"À cause du niveau de l'eau, nous avons dû être évacués par bateau."** La situation s'est rapidement aggravée, les habitations étant submergées et les biens emportés. **"Les inondations ont tout emporté. J'ai perdu mes poules, mes moutons, tous mes biens. Il ne me reste que les vêtements que je porte,"** raconte une femme.

La catastrophe a laissé les communautés sous le choc. **"Nous avons plus de 500 familles qui résident ici, et les pertes sont immenses."**

En réponse, le GPAf a rapidement créé des espaces pour amplifier les voix des communautés touchées. Nous avons demandé aux dirigeants kenyans de fournir une aide immédiate et de prendre des mesures décisives pour faire face à l'urgence climatique. Nous nous sommes solidarisés avec ceux qui ont tant perdu et avons appelé les gouvernements et les dirigeants mondiaux à agir sans délai. Si l'aide immédiate apporte un soutien temporaire, le rétablissement à long terme nécessitera une aide soutenue et un effort concerté pour s'attaquer aux causes profondes de ces catastrophes.

Remerciements

Nos plus sincères remerciements vont à nos soutiens, volontaires, donateurs et partenaires

9,223 Nombre de nouveaux soutiens ayant effectué au moins un don

179,048 Nombre de nouveaux soutiens

468 Nombre de nouveaux volontaires

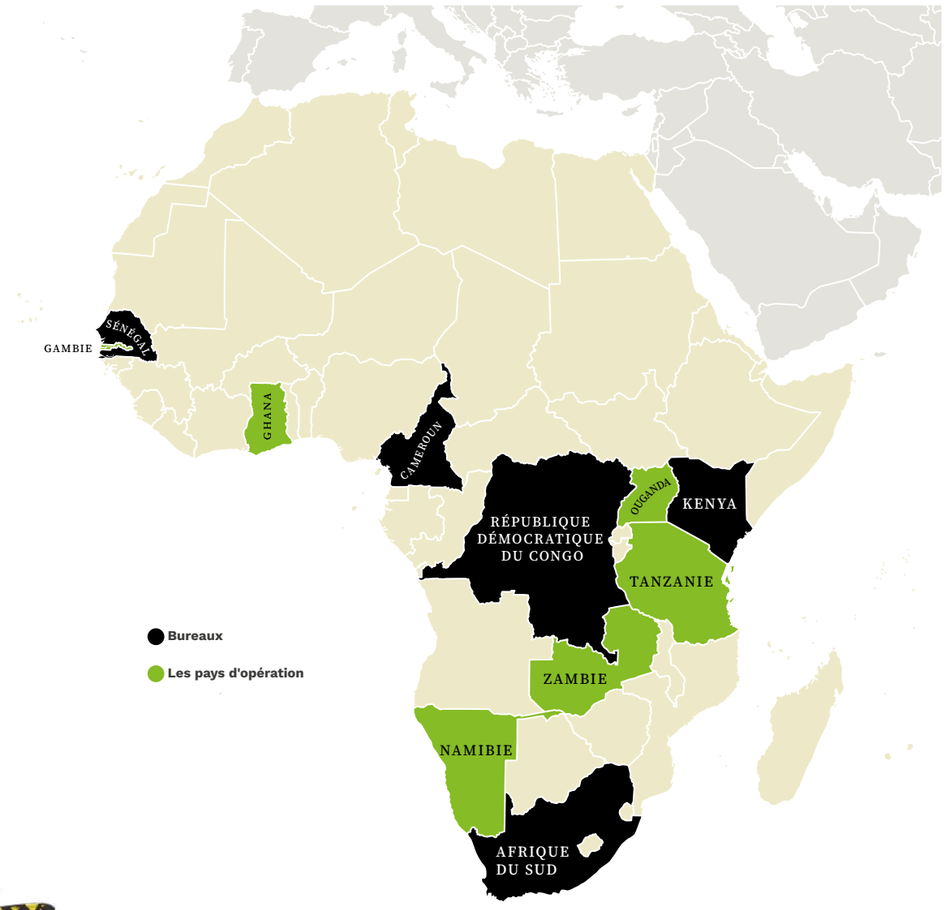
Le soutien indéfectible que reçoit GPAf est essentiel à son engagement en faveur d'un avenir plus juste et plus respectueux de l'environnement. Face à l'urgence climatique, la mobilisation de nos donateurs et partenaires permet de concrétiser nos actions et d'amplifier notre impact. Nous exprimons notre profonde gratitude à toutes les personnes et organisations ayant contribué à la réalisation de notre mission en 2024. Cette année encore, les résultats obtenus reflètent un engagement collectif fort, une stratégie claire et la résilience dont nous avons fait preuve dans nos efforts de collecte de fonds, comme en témoignent quelques réalisations marquantes:

- En 2024, 17 268 086 ZAR ont été alloués, dont 9 346 038 ZAR provenant de nouveaux fonds levés cette même année. Le bassin du Congo reste le principal bénéficiaire des financements liés aux subventions.
- Le programme de dialogue direct (DD) en Afrique du Sud a largement dépassé ses objectifs, atteignant 105 % des prévisions d'acquisition et 74 % des revenus budgétés cumulés.
- La collecte de fonds digitale s'est imposée comme un levier de croissance essentiel, atteignant 127 % des revenus budgétés et 102 % des objectifs d'acquisition de nouveaux donateurs.

Malgré un environnement de collecte de fonds en constante évolution, GPAf maintient une performance financière solide, avec 99 % de son objectif de revenus issus des dons. Ce résultat reflète l'efficacité des stratégies de mobilisation et de fidélisation mises en œuvre pour garantir la stabilité financière à long terme.

Ensemble, nous faisons bouger les lignes.

Merci à tous nos donateurs et bailleurs pour leur précieux soutien.



Présence géographique en Afrique

Greenpeace Afrique est physiquement implantée au Cameroun, en République Démocratique du Congo (RDC), au Kenya, au Sénégal et en Afrique du Sud. Alors que nous menons déjà des actions au Ghana, nous renforçons actuellement notre présence au Nigeria avec le lancement du Climate Justice Movement (CJM). En parallèle, nous explorons également des opportunités d'expansion à l'île Maurice, dans le cadre de notre mission élargie en faveur de la justice environnementale.

GREENPEACE AFRICA

People Action Solutions

https://www.greenpeace.org/africa/en/

Contact Siège Social

Téléphone: +27 11 482 4696

E-Mail: coafrica@greenpeace.org

Pour toutes questions relatives à la collecte de fonds

Téléphone: +27 11 726 2404

E-Mail: fgpa@greenpeace.org

Pour toutes questions relatives à la collecte de fonds au Kenya

E-Mail: gkenya@greenpeace.org